



Réseau suisse
contre l'excision

Rapport annuel 2019



Une année bien remplie pour le Réseau suisse contre l'excision

Le Réseau suisse contre l'excision a connu une année riche en événements. La mise en place de points de contact dans les différentes régions de Suisse a été l'une des priorités. Que ce soit à St-Gall, Lucerne, dans les deux Bâle ou les Grisons, le Réseau a participé activement à la mise sur pied d'offres de conseil, prévention et soins. L'objectif est toujours de garantir aide et protection aux filles et femmes me-

nées ou concernées par l'excision E/MGF, directement dans leur région.

La prolongation du soutien financier jusqu'à l'été 2021, accordé au Réseau par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), constitue une garantie essentielle qui lui permet de maintenir la diversité et le nombre de ses prestations et activités. Ainsi, les filles menacées peuvent être protégées efficacement et les femmes concernées peuvent continuer à bénéficier d'une aide adéquate.

Conseil pour les personnes concernées et les professionnel.le.s : le point de contact national

Une institutrice s'adresse au point de contact national du Réseau suisse contre l'excision. Elle vient d'apprendre que la famille d'une élève envisage de se rendre dans son pays d'origine pendant les vacances d'été. La fillette risque-t-elle d'y être excisée ? Que faire ?

L'an dernier, le point de contact national a de nouveau reçu des demandes similaires à celle-ci, et bien d'autres encore. Environ la moitié des 109 demandes traitées en 2019 émanait de professionnel.le.s. Les questions portaient essentiellement sur des suppositions d'excisions déjà réalisées ou, comme dans le cas précité, sur l'éventualité d'une E/MGF à venir. Lorsque les professionnel.le.s craignaient que des fillettes soient excisées lors d'un voyage familial à l'étranger, les conseillères les ont formé.e.s sur les facteurs de risque et sur la conduite d'entretiens.

Environ un cinquième des demandes concernait le droit d'asile et de séjour : des femmes ayant invoqué une menace d'excision E/MGF comme motif d'asile dans le cadre de leur procédure d'asile, mais aussi des parents inquiets pour leurs filles restées dans leur pays d'origine. Ces questions et demandes, dans un contexte transnational, sont généralement très complexes et longues à traiter.

De plus en plus, le Réseau suisse contre l'excision est perçu comme un centre de compétence national pour les questions liées à l'E/MGF. Ainsi, nous avons reçu des demandes en provenance de toutes les régions linguistiques et de pratiquement tous les cantons. Parallèlement, dans la moitié des cas, des questions générales sur l'excision étaient au centre des préoccupations, et non des questions individuelles spécifiques.

Travail communautaire : prévention au sein des communautés de personnes migrantes

Assurer à long terme le travail de prévention dans les communautés de migrant.e.s et dans les régions constitue un défi. L'an dernier a toutefois montré qu'il y avait une forte volonté pour faire changer les choses dans certaines régions, qui ne proposaient pas jusque-là de prestations aux communautés concernées par l'E/MGF.

En février 2019, le Tribunal fédéral a validé le jugement du tribunal pénal de Boudry de l'année précédente, selon lequel une mère somalienne avait été déclarée coupable d'avoir fait exciser ses filles dans son pays d'origine avant leur arrivée en Suisse. Ce jugement avait fortement déstabilisé les communautés de migrant.e.s vivant en Suisse, notamment la communauté somalienne. Le Réseau suisse contre l'excision a donc décidé d'organiser une réunion d'information sur ce thème en septembre 2019. Le but était de fournir des informations accessibles sur le système juridique complexe, et de répondre aux questions sur les conséquences de ce premier jugement en Suisse relatif à l'art. 124 CP. Parallèlement, le Réseau ainsi que les pairs multiplicateurs ont organisé neuf autres réunions de prévention sur le thème de l'E/MGF en 2019. Environ 166 personnes de différentes communautés de migrant.e.s ont ainsi pu être sensibilisées.

En collaboration avec Diaspora TV, le Réseau a produit des vidéos de prévention pour toucher les plus jeunes des communautés. Ces vidéos, très parlantes et accessibles, seront vraisemblablement diffusées au premier semestre 2020, à la suite des Diaspora-News, en cinq langues différentes. Le Réseau les diffusera également via ses propres canaux (Facebook, site Internet, etc.).

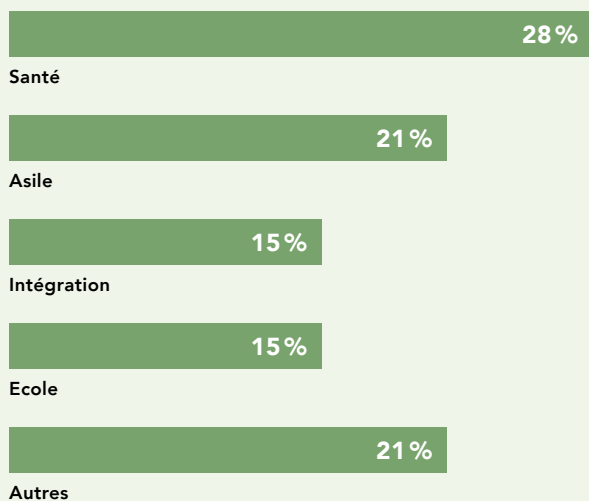
Evolution au niveau régional : implantation et développement dans les cantons

Une autre priorité 2019 a été de continuer l'implantation d'offres de prévention, conseil et soins pour les personnes concernées par l'E/MGF dans les différentes régions de Suisse, si possible dans le cadre de structures déjà établies et connues du groupe cible.

Consolider et élargir les prestations existantes

Les deux projets pilotes dans les cantons de Bâle-Campagne et d'Argovie se sont poursuivis. Cette année encore, ils ont bénéficié d'une modeste contribution financière de la part du Réseau, pour le travail de prévention dans les communautés de migrant.e.s. Il s'agit d'éviter que les contacts établis avec les communautés et que les premiers résultats obtenus en matière de prévention ne s'effondrent, faute de financement durable du travail communautaire. Les deux demi-cantons

Secteur de travail des professionnel.le.s conseillé.e.s par le Réseau





Séance de prévention de Caritas Suisse auprès des communautés

Bâle-Campagne et Bâle-Ville ont décidé de collaborer à l'avenir en matière d'E/MGF et de participer ensemble au financement des offres de prévention et de conseil. En Argovie, il n'a en revanche pas été possible de convaincre le canton d'assurer un financement partiel du travail de prévention. La contribution du Réseau suisse contre l'excision a cependant permis l'organisation de plusieurs réunions communautaires.

Mise en place de nouvelles offres

La mise en place et le développement de la collaboration avec d'autres cantons ont été un franc succès: dans le canton de Lucerne, le centre de santé sexuelle *elbe – Fachstelle für Sexualität und Lebensfragen* a accepté de prendre en charge le conseil psychosocial dans le domaine de l'E/MGF. Parallèlement, l'hôpital cantonal de Lucerne a ouvert une consultation gynécologique spécialisée pour les personnes concernées par l'E/MGF, mesure saluée par le Réseau.

Les premières pierres pour la création de nouveaux points de contacts régionaux ont été posées dans deux autres cantons. Le point de contact sur l'E/MGF de Suisse orientale a été créé en 2019 dans le canton de St-Gall, à l'initiative de deux migrantes somaliennes et de deux services régionaux d'intégration. Le personnel des centres de santé sexuelle et des services d'intégration a été formé par le Réseau suisse contre l'excision afin de proposer dès 2020 des actions de prévention et un conseil psychosocial spécifiquement en matière d'E/MGF.

Un colloque sur le thème de l'E/MGF a été organisé par différents services cantonaux dans les Grisons en septembre, avec la participation du Réseau. *Adebar*, le centre de santé sexuelle des Grisons – *Beratungsstelle für Familienplanung, Sexualität, Schwangerschaft und Partnerschaft Graubünden*, est devenu en 2019 le point de contact régional officiel pour ces questions. Un groupe cantonal d'expertise a par ailleurs été créé et se réunit une fois par an.



Travail de prévention auprès des hommes

Une plus grande expertise, une approche davantage spécialisée: la formation des professionnel.le.s

De nombreux professionnel.le.s des domaines de la migration, du travail social et de la santé sont quotidiennement confronté.e.s à l'E/MGF de filles et femmes originaires de pays qui autorisent toujours l'excision. Ces professionnel.le.s jouent un rôle essentiel dans l'identification et la protection des filles et des femmes menacées et concernées. Ces personnes ne possèdent cependant pas toujours l'expertise nécessaire sur cette thématique bien spécifique. D'où l'importance de la formation.

En 2019, le Réseau suisse contre l'excision a assuré la formation continue d'environ 390 professionnel.le.s: spécialistes de la santé et du travail social, représentant.e.s juridiques et interprètes. Pour la deuxième fois, le Réseau a proposé une journée de formation continue aux sages-femmes. Lors de ces formations, les professionnel.le.s acquièrent des connaissances sur le contexte, les caractéristiques propres à l'excision, les signes indiquant un risque d'excision, et les aides possibles. Les filles et femmes menacées ou concernées pourront ainsi être identifiées plus facilement et recevoir rapidement un soutien.

Plate-forme d'information et relations publiques

Le Réseau suisse contre l'excision est perçu comme une instance compétente dans le domaine de l'E/MGF. C'est ce que montre la forte augmentation du nombre de pages vues sur notre site Internet en 2019, site qui met en lumière le travail et les offres du Réseau. L'augmentation d'environ un quart du nombre de personnes abonnées à la newsletter, qui paraît trois fois par an, est également le signe d'un vif intérêt pour le travail du Réseau. Un don a permis de traduire le site communautaire en arabe, répondant ainsi à un besoin fort.



Formation continue pour les sages-femmes, Berne

En comptant le somalien et le tigrigna, il est désormais disponible en trois langues parlées par la population migrante.

Le thème de l'E/MGF était de nouveau très présent dans les médias en 2019: il a été repris environ 36 fois dans l'information du public. La majorité des articles a été publiée au moment de la *Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines* du 6 février, et en écho au premier jugement basé sur l'art. 124 CP, validé par le Tribunal fédéral en février 2019.

Transmettre les connaissances, permettre l'échange entre professionnel.le.s

Le Réseau suisse contre l'excision souhaite mettre en relation les divers.e.s actrices et acteurs confronté.e.s au thème de l'E/MGF. Les deux réunions annuelles du groupe d'accompagnement offre un cadre dans lequel les professionnel.le.s peuvent échanger. Ce groupe d'accompagnement est constitué de représentant.e.s de la Confédération, de conseillères, conseillers et médecins issu.e.s des points de contacts, et de pairs multiplicateurs: leur mission consiste à mener une réflexion critique sur les activités du Réseau. Depuis le printemps 2019, ces séances sont organisées conjointement avec la table ronde d'UNICEF Suisse et Liechtenstein. Les membres du groupe d'accompagnement bénéficient ainsi d'un aperçu des discussions et recherches actuelles.

Enfin, le Réseau entend également jouer un rôle sur le plan politique: l'an dernier, l'Office fédéral de la police a sollicité l'expertise de plusieurs membres du Réseau pour répondre au postulat 18.3551 Rickli « Mesures contre l'excision » du 14 juin 2018. Le Conseil fédéral devrait rendre rapport à l'Assemblée fédérale en automne 2020.

Perspectives

L'année écoulée a été dense et riche en actions, l'immense travail réalisé reste cependant insuffisant. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mettre en place davantage de points de contact, notamment dans les grandes villes de Suisse alémanique. L'accès à la formation des professionnel.le.s sur ces questions d'E/MGF doit encore être élargi. Enfin, le Réseau souhaite développer ses contacts avec les actrices et les acteurs de la justice et de la protection de l'enfance, et renforcer la prévention au sein des communautés de migrant.e.s.

De tels projets nécessitent du temps. Afin de ne pas mettre en péril les acquis et les réalisations, notre travail doit être poursuivi. La prolongation du mandat jusqu'à l'été 2021 ne pouvait pas tomber mieux et c'est avec confiance et enthousiasme que nous nous tournons vers l'avenir.

Conseil et information aux personnes concernées et aux professionnel.le.s :

Caritas Suisse

Simone Giger, Denise Schwegler
Téléphone 041 419 23 55
sgiger@caritas.ch, dschwegler@caritas.ch

Terre des femmes Suisse

Marisa Birri
Téléphone 031 311 38 79
m_birri@terre-des-femmes.ch

info@excision.ch
www.excision.ch

Impressum

Rédaction: Denise Schwegler & Simone Giger, Caritas Suisse
Photos: CARITAS Suisse (Heike Grasser) & Terre des femmes Suisse